



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE

Quarante-deuxième session

2021

Organisation de la quarante-deuxième session de la Conférence

Résumé

Le présent document donne une vue d'ensemble de l'organisation de la quarante-deuxième session de la Conférence de la FAO (14-18 juin 2021). Il expose brièvement les dispositions et procédures spéciales auxquelles il conviendrait d'avoir recours, à titre exceptionnel, aux fins de cette session à distance, y compris une procédure pour les élections au scrutin secret. Il contient également des propositions concernant l'ordre du jour et le calendrier provisoires de la session, le thème du débat général, le thème biennal pour 2022-2023, les élections, les résolutions et les invitations. L'ordre du jour provisoire figure dans le document C 2021/1 et le calendrier dans le document C 2021/INF/1.

La Conférence est invitée à prendre des décisions sur les points suivants:

- a) Dispositions et procédures spéciales auxquelles il conviendrait d'avoir recours, à titre exceptionnel, aux fins de cette session à distance;
- b) Solution de vote pour les élections au scrutin secret;
- c) Constitution de deux commissions sur les sujets suivants:
 - questions de fond et de politique générale (Commission I);
 - questions relatives au Programme et au budget (Commission II);
- d) Candidats proposés par le Conseil pour exercer les fonctions suivantes au sein de la Conférence:
 - président de la Conférence;
 - président de la Commission I;
 - président de la Commission II;
 - vice-présidents de la Conférence (trois);
 - membres élus du Bureau (sept);
 - membres de la Commission de vérification des pouvoirs (neuf).
- e) Thème principal du débat général sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, et limitation à cinq minutes au maximum de la durée des déclarations des chefs de délégation faites au titre de ce point de l'ordre du jour;
- f) Invitations à participer à la session en qualité d'observateur;
- g) Thème biennal pour les sessions des organes directeurs devant se tenir au cours de l'exercice biennal 2022-2023.

Pour toute question relative au contenu de ce document, prière de s'adresser à:

M. Rakesh Muthoo
Secrétaire général de la Conférence et du Conseil
Courriel: CSG-Director@fao.org - Tél.: +39 06570 55987

Table des matières

	Pages
Introduction	3
Dispositions spéciales relatives à la session et au vote	3
Ordre du jour, thème du débat général et thème biennal.....	3
Composition des Délégations.....	4
Fonctions constitutionnelles de la conférence.....	5
Admission de nouveaux Membres	5
Nomination du Président indépendant du Conseil	5
Élection des membres du Conseil	5
Fonctions au sein de la conférence.....	6
Invitations.....	6
Annexe A: Extrait de l'article III de l'Acte constitutif de la FAO.....	7
Annexe B: Procédures et dispositions spéciales relatives à la quarante-deuxième session de la Conférence	8
Annexe C: Dispositions exceptionnelles relatives au vote pour la quarante-deuxième session de la Conférence.....	11
Annexe D: Note relative à la prise de décisions concernant les modalités de travail et les procédures de vote dans un contexte marqué par la pandémie de covid-19.....	20
Annexe E: Procédures particulières et règles exceptionnelles aux fins de la prise de décisions au moyen de modalités de vote spéciales (projet de résolution).....	21
Annexe F: Principes directeurs régissant les relations entre la FAO et les organisations internationales non gouvernementales. Article XVII du Règlement général de l'Organisation. Organisations internationales participantes.....	24

Introduction

1. La Conférence est l'organe de la FAO qui décide en dernier ressort, détermine la politique et la stratégie générales de celle-ci et prend les décisions finales au sujet des objectifs, de la stratégie et du budget¹. Elle assure la cohérence des politiques et des cadres réglementaires à l'échelle mondiale et suit les recommandations des conférences régionales et des comités techniques et, le cas échéant, du Conseil. Plus particulièrement, elle approuve les priorités, la stratégie et le budget de l'Organisation après avoir examiné les recommandations du Conseil.
2. Conformément à la décision prise par le Conseil à sa cent soixante-sixième session (26 avril - 1^{er} mai 2021), compte tenu des circonstances exceptionnelles découlant de la pandémie de covid-19, la quarante-deuxième session de la Conférence se tiendra du 14 au 18 juin 2021². À la même session, le Conseil est également convenu que cette session de la Conférence se déroulerait à distance³, à titre exceptionnel, au vu des contraintes liées à la pandémie et de la nécessité de respecter le principe de participation égale de tous les Membres.

Dispositions spéciales relatives à la session et au vote

3. Compte tenu du fait que la quarante-deuxième session de la Conférence se tiendra à distance, le Conseil, à sa cent soixante-sixième session, a recommandé que celle-ci adopte, à titre exceptionnel, les procédures et dispositions spéciales qui figurent à l'*annexe B*⁴.
4. La Conférence se penchera sur cette question au titre du point 3 de l'ordre du jour, *Adoption de l'ordre du jour et organisation de la session*, après qu'elle aura été examinée par le Bureau de la Conférence lors de sa première réunion. Toute mesure recommandée par le Bureau et adoptée par la Conférence ne s'appliquera qu'à titre exceptionnel et sans que cela constitue un précédent qui aurait une incidence sur les sessions futures de la Conférence.
5. De plus, le Conseil, à sa cent soixante-sixième session, a recommandé au Secrétariat de poursuivre les préparatifs relatifs aux procédures exceptionnelles pour les élections au scrutin secret, telles qu'établies à l'*annexe C*⁵. À la même session, le Conseil a souligné qu'il convenait de garantir la pleine confidentialité du scrutin et le droit souverain de tous les Membres de voter conformément aux options et modalités approuvées. En raison de la pandémie mondiale, la Conférence se devra d'adopter des mesures extraordinaires pour être en mesure de s'acquitter de son mandat et faire en sorte que les Membres puissent exercer leurs droits fondamentaux.
6. On trouvera à l'*annexe D* une note contenant des indications sur les modalités de décision durant la Conférence en ce qui concerne la tenue à distance de cette session ainsi que les modalités de travail et les procédures de vote pour les décisions relatives aux points figurant à l'ordre du jour. La Conseillère juridique a été consultée à ce sujet. On trouvera également à l'*annexe E* un projet de résolution rédigé par le Bureau juridique concernant les procédures spéciales auxquelles il conviendrait d'avoir recours à la quarante-deuxième session de la Conférence, à titre exceptionnel et sans que cela constitue un précédent qui aurait une incidence sur les sessions futures, en vue de son examen par le Bureau et la Conférence.

Ordre du jour, thème du débat général et thème biennal

7. L'ordre du jour provisoire de la Conférence figure dans le document C 2021/1.
8. Deux commissions seront constituées:
 - Commission I: questions de fond et de politique générale;
 - Commission II: questions relatives au Programme et au budget.

¹ Résolution 7/2009 de la Conférence.

² CL 166/REP, paragraphe 28, alinéa a).

³ CL 166/REP, paragraphe 28, alinéa b).

⁴ CL 166/REP, paragraphe 28, alinéa c).

⁵ CL 166/REP, paragraphes 29 à 30.

9. Chaque session de la Conférence a un thème principal, qui est l'objet du débat général. À cet égard, le Conseil, à sa cent soixante-sixième session (avril 2021), a proposé que le **thème du débat général de la Conférence**, prévu au titre du point 9, *Examen de la situation de l'alimentation et de l'agriculture*, soit «Transformation des systèmes agroalimentaires: de la stratégie à l'action»⁶.

10. Au titre de ce point, les délégations auront la possibilité de présenter leur déclaration oralement en séance plénière ou sous forme numérique, conformément à la décision prise par le Conseil à sa cent soixante-cinquième session. Si les chefs de délégation optent pour la forme numérique, ils auront le choix entre deux solutions⁷:

a. Une déclaration en texte seul d'une longueur maximale de 1 250 mots, si elle émane d'un seul Membre, ou de 2 000 mots, si elle a été rédigée par plusieurs Membres, qui devra être envoyée à l'adresse Conference-Statements@fao.org trois semaines avant l'ouverture de la session de la Conférence ou, au plus tard, le lundi 7 juin 2021. Les déclarations seront publiées sur une page spéciale du site web consacrée à la quarante-deuxième session de la Conférence;

b. Une déclaration en vidéo, d'une durée maximale de trois minutes pour un seul Membre et de cinq minutes dans le cas où plusieurs Membres feraient une déclaration commune. Les délégations qui souhaiteront adopter cette solution devront enregistrer leur déclaration à l'avance et l'envoyer à l'adresse Conference-Statements@fao.org, trois semaines avant l'ouverture de la session de la Conférence ou, au plus tard, le lundi 7 juin 2021. Les déclarations en vidéo seront publiées sur une page spéciale du site web consacrée à la quarante-deuxième session de la Conférence.

11. Étant donné que cinq jours seulement sont prévus pour les importants travaux en séance plénière et que les chefs de délégation présents à la Conférence interviendront sur le point 9, le Conseil a recommandé que les déclarations ne dépassent pas cinq minutes chacune⁸.

12. Le Conseil, à sa cent soixante-sixième session, a approuvé le thème biennal suivant pour les sessions des organes directeurs devant se tenir au cours de l'exercice biennal 2022-2023: «Transformation des systèmes agroalimentaires: de la stratégie à l'action»⁹.

13. L'élection du Président indépendant du Conseil et des membres du Conseil ainsi que le vote sur le montant du budget sont prévus pour le jeudi 17 juin 2021.

14. Dans un souci de rationalisation des procédures et de centrage des débats, les documents de la session comprennent un résumé et mettent en évidence les questions devant faire l'objet d'une décision de la Conférence. À cet effet, les projets de décisions à prendre par la Conférence seront, si possible, présentés sous une forme prête pour approbation puis insertion dans le rapport final de la session.

Composition des délégations

15. Les délégations sont normalement dirigées par un ministre. Conformément à l'article III de l'Acte constitutif, chaque Membre de l'Organisation peut être représenté par un délégué, qui peut être accompagné de suppléants, d'adjoints et de conseillers (voir *annexe A*). Les participants peuvent s'inscrire en ligne sur le Portail des Membres de la FAO (accessible au moyen d'un mot de passe): <http://www.fao.org/members-gateway/fr/>. Les instructions relatives à l'inscription en ligne peuvent être téléchargées à partir de ce même site. Les membres des délégations recevront directement, à l'adresse électronique indiquée lors de leur inscription, le lien qui leur permettra d'accéder à la plateforme en ligne où se déroulera la réunion.

⁶ CL 166/REP, paragraphe 41.

⁷ CL 165/REP, paragraphe 33, alinéa a).

⁸ CL 166/REP, paragraphe 41.

⁹ CL 166/REP, paragraphe 40.

Fonctions constitutionnelles de la Conférence

16. Outre l'adoption d'amendements à l'Acte constitutif et aux règlements de l'Organisation, et l'approbation de conventions et d'accords, la Conférence est expressément chargée des fonctions constitutionnelles suivantes:

Admission de nouveaux Membres

17. En tant qu'autorité suprême de l'Organisation, la Conférence admet de nouveaux Membres et, en général, règle les questions liées à la qualité de Membre de l'Organisation. À la date à laquelle le présent document a été établi, aucune demande d'admission à la qualité de Membre n'avait été reçue. L'article XIX, paragraphe 2 du Règlement général de l'Organisation (RGO) dispose que les demandes d'admission à la qualité de Membre doivent être soumises au plus tard 30 jours avant l'ouverture de la session de la Conférence, soit avant le vendredi 14 mai 2021 pour la présente session. Le vote sur l'admission de nouveaux Membres a lieu au scrutin secret et une majorité des deux tiers des suffrages exprimés est requise, sous réserve que le nombre total des suffrages positifs et négatifs exprimés soit supérieur à la moitié du nombre total des États Membres de l'Organisation. L'admission à la qualité de membre prend effet à la date à laquelle la Conférence approuve la demande.

Nomination du Président indépendant du Conseil

18. En vertu de l'article V, paragraphe 2 de l'Acte constitutif et de l'article XXIII, paragraphe 1 du RGO, la Conférence nomme le Président indépendant du Conseil.

19. L'article XXIII, paragraphe 1, alinéa b) du RGO dispose que le Conseil fixe la date limite pour la présentation par les États Membres au Secrétaire général de la Conférence et du Conseil des candidatures aux fonctions de président indépendant du Conseil. Le Conseil fixe également les délais dans lesquels le Secrétaire général fait part de ces candidatures à tous les Membres de l'Organisation. À cet égard, le Conseil, à sa cent soixante-cinquième session, a fixé au lundi 5 avril 2021 à 12 heures la date limite de présentation des candidatures à ce poste¹⁰ et au lundi 12 avril 2021 la date à laquelle le Secrétaire général communiquera ces candidatures par lettre et par la voie du Portail des Membres de la FAO (voir le document C 2019/9).

Élection des membres du Conseil

20. En vertu de l'article V, paragraphe 1 de l'Acte constitutif, la Conférence élit les membres du Conseil. Conformément à l'article XXII, paragraphe 10, alinéa a) du RGO, la Conférence fixe la date de l'élection et la date limite de dépôt des propositions de candidature au Conseil. Il est proposé que l'élection ait lieu le jeudi 17 juin 2021.

21. Ainsi que le précise l'article XXII, paragraphe 10, alinéa c) du RGO, chaque proposition de candidature doit être appuyée par écrit par les délégués de deux États Membres à la Conférence, autres que le délégué de l'État Membre proposé comme candidat, et doit être accompagnée d'un avis écrit par lequel le délégué de l'État Membre proposé déclare formellement que son pays accepte d'être candidat. Le document de la Conférence C 2021/11 contient des informations concernant l'élection des membres du Conseil, ainsi qu'un formulaire de candidature qui tient compte des exigences susmentionnées. L'article XXII, paragraphe 10, alinéa d) du RGO précise en outre que le Bureau communique à la Conférence, trois jours ouvrables au moins avant la date fixée pour l'élection, la liste des candidatures recevables qui lui ont été soumises. À sa cent soixante-sixième session, le Conseil a recommandé de fixer la date limite de dépôt des candidatures au lundi 14 juin 2021, à 12 heures¹¹.

¹⁰ CL 165/REP, par. 31.

¹¹ CL 166/REP, par. 32.

Fonctions au sein de la Conférence

22. Conformément à l'article XXIV, paragraphe 5, alinéa b) du RGO, le Conseil désigne des candidats aux fonctions suivantes: i) président de la Conférence; ii) présidents des commissions de la Conférence; iii) vice-présidents de la Conférence (trois); iv) membres élus du Bureau de la Conférence (sept); v) membres de la Commission de vérification des pouvoirs (neuf)¹².

23. À sa cent soixante-sixième session, le Conseil a nommé M. Michal Kurtyka, Ministre du climat et de l'environnement de la Pologne, à la présidence de la Conférence¹³. Cette candidature sera présentée à la Conférence pour approbation lors de sa séance d'ouverture, de même que les candidatures des trois vice-présidents de la Conférence. La Conférence, par l'intermédiaire de son Bureau, approuvera les candidatures aux fonctions de vice-président de la Commission I et de la Commission II.

24. Conformément à l'usage, les membres de la Commission de vérification des pouvoirs entameront leurs travaux dans les 15 jours précédant la session de la Conférence.

Invitations¹⁴

25. L'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées du système des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique peuvent se faire représenter, sans droit de vote, aux sessions de la Conférence. Les autres organisations intergouvernementales qui ont conclu avec la FAO des accords contenant des dispositions précises à cet effet ont le droit de se faire représenter par des observateurs. Les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif peuvent elles aussi envoyer des observateurs aux sessions de la Conférence. D'autres organisations intergouvernementales, ainsi que des organisations non gouvernementales jouissant du statut consultatif spécial ou du statut de liaison, peuvent être invitées, à titre provisoire, par le Directeur général.

26. On trouvera à l'*annexe F* les dispositions rappelées ci-dessus qui sont énoncées à l'article XVII du RGO, ainsi que dans les «Principes directeurs régissant les relations entre la FAO et les organisations internationales non gouvernementales» (Textes fondamentaux de la FAO, volume II, section M).

27. Le Conseil, à sa cent soixante-cinquième session, a recommandé que, conformément à la pratique établie, la Palestine soit invitée à assister à la quarante-deuxième session de la Conférence en qualité d'observateur¹⁵.

¹² CL 166/REP, par. 33-38.

¹³ CL 166/REP, par. 33.

¹⁴ C 2021/13.

¹⁵ CL 165/REP, par. 32.

Extrait de l'article III de l'Acte constitutif de la FAO

La Conférence

(Dispositions régissant la composition des délégations)

1. L'Organisation comporte une Conférence à laquelle les membres et les membres associés sont représentés chacun par un délégué. Les membres associés participent aux délibérations de la Conférence, mais ils ne peuvent y exercer de fonctions et n'ont pas le droit de vote.
2. Chacun des États Membres et des membres associés peut en outre faire accompagner son délégué de suppléants, d'adjoints et de conseillers. La Conférence fixe les conditions dans lesquelles ces suppléants, adjoints et conseillers participent aux débats; toutefois, cette participation ne comporte pas le droit de vote, sauf dans le cas où un suppléant, un adjoint ou un conseiller remplace le délégué.
3. Aucun délégué ne peut représenter plus d'un État Membre ou membre associé.
4. Chaque État Membre ne dispose que d'une voix. Un État Membre en retard dans le paiement de sa contribution à l'Organisation ne peut participer aux scrutins de la Conférence si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années civiles précédentes. La Conférence peut néanmoins autoriser ce membre à voter si elle constate que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

Procédures et dispositions spéciales relatives à la quarante-deuxième session de la Conférence

1. Les procédures spéciales décrites en *annexe* s'appliquent à titre exceptionnel pour la quarante-deuxième session de la Conférence, en raison de la pandémie de covid-19 et de la nécessité qui en découle d'organiser cette session en visioconférence. L'adoption de ces procédures ne saurait constituer un précédent qui aurait une quelconque incidence sur les méthodes de travail de la Conférence lors de ses prochaines sessions.
2. Le fait que la quarante-deuxième session de la Conférence se déroule à distance n'a aucune répercussion sur les fonctions et/ou l'autorité de cet organe telles qu'elles sont établies dans l'Acte constitutif et le Règlement général de l'Organisation, en particulier l'article IV de l'Acte constitutif.
3. Dans le cadre de son mandat, le Bureau sera invité à recommander à la Conférence d'approuver les procédures et dispositions spéciales relatives à la quarante-deuxième session de la Conférence, telles qu'elles sont énoncées dans la présente *annexe*, et d'adopter le projet de résolution sur les procédures spéciales relatives à la quarante-deuxième session de la Conférence, qui figure à l'*annexe E*¹⁶.
4. Le rapport de la quarante-deuxième session mentionnera que ces procédures spéciales exceptionnelles ont été approuvées par la Conférence, afin de garantir l'intégrité du rapport et de toutes les décisions et recommandations qui y figureront.

Conduite des débats

5. Toutes les réunions afférentes à la quarante-deuxième session de la Conférence se dérouleront sur la plateforme de visioconférence Zoom, y compris les séances plénières, les réunions de la Commission I, de la Commission II, des comités de rédaction, de la Commission de vérification des pouvoirs et du Bureau.
6. Les Membres et les observateurs de la Conférence bénéficieront de la même facilité d'accès et des mêmes possibilités au sein de la plateforme Zoom, c'est-à-dire qu'ils pourront être vus, voir les participants qui assistent à la réunion en ligne et prendre la parole devant la Conférence.
7. Compte tenu de leur caractère restreint, les réunions de la Commission de vérification des pouvoirs, du Bureau et des comités de rédaction seront organisées séparément sur Zoom et se tiendront à huis clos. La fonction «Partager l'écran» de la plateforme Zoom sera utilisée pour que les participants puissent examiner plus facilement les rapports des différents comités, selon que de besoin.
8. Les participants seront invités à décliner leur identité sur la plateforme de visioconférence Zoom, sous la forme suivante: [Nom de l'État ou de l'organisation] [(M) s'il s'agit d'un membre ou (O) s'il s'agit d'un observateur de la Conférence]. Le Président de la Conférence, les présidents des commissions de la Conférence et tous les participants pourront ainsi savoir qui s'exprime. Les participants qui souhaiteront prendre la parole seront invités à se servir de la fonction «Lever la main» de la plateforme Zoom.
9. Des services d'interprétation simultanée seront assurés dans les six langues de l'Organisation pendant toutes les réunions à distance de la quarante-deuxième session de la Conférence.
10. Les horaires de la session correspondront à l'heure normale d'Europe centrale (UTC+2) ou à l'heure d'été d'Europe centrale (UTC+2). Il s'agit du fuseau horaire du Siège de l'Organisation, où la session aurait dû se tenir si elle ne s'était pas déroulée en ligne.

¹⁶ Article XII, paragraphe 3, alinéa b) du Règlement général de l'Organisation.

Documents

11. Conformément à l'usage, tous les documents établis pour la session sont élaborés et diffusés par le Secrétariat dans les six langues de l'Organisation, et un journal de la Conférence sera tenu et communiqué à l'ensemble des Membres et des observateurs, dans toutes les langues de l'Organisation.

12. Conformément à l'usage également, des comptes rendus *in extenso* des séances plénières et des réunions de la Commission I et de la Commission II seront effectués et transmis à tous les Membres et les observateurs.

13. Les projets de rapport de la Commission I et de la Commission II seront élaborés par leurs comités de rédaction respectifs, en vue de leur adoption, et examinés par la Conférence en séance plénière à la fin de la session.

14. Il sera fait mention, dans le rapport de la quarante-deuxième session de la Conférence, du consensus trouvé par les membres de cet organe au sujet des modalités révisées de la session et des procédures spéciales appliquées à titre exceptionnel, afin de garantir l'intégrité de toutes les décisions et les recommandations contenues dans le rapport.

Procédure de correspondance écrite

15. Étant donné que la quarante-deuxième session de la Conférence se tiendra sur une courte période, une procédure de correspondance écrite sera instaurée de façon à ménager davantage de temps pour les débats lors des réunions en ligne et de sorte que tous les points figurant à l'ordre du jour puissent être examinés dans les délais impartis.

16. Les Membres recevront tous les documents relatifs aux points à traiter par correspondance écrite au moins six semaines avant l'ouverture de la session (4 mai 2021), y compris les présentations écrites de ces points par le Secrétariat.

17. Les Membres seront invités à adresser au Secrétariat des observations écrites sur les points à examiner selon cette procédure. Ils devront les envoyer à l'adresse FAO-Conference@fao.org, en indiquant en objet du courriel «Procédure de correspondance écrite» et le numéro du point auquel leur message se rapporte. Ils disposeront à cet effet d'un délai de trois semaines (4-24 mai 2021).

18. Le Secrétariat synthétisera toutes les observations des Membres sous la forme d'un tableau, qu'il publiera sur une page spéciale du site web de la quarante-deuxième session de la Conférence. Toutes les observations seront publiées à la fois dans la langue originale et en anglais.

19. Le Secrétariat répondra aux Membres par écrit. Ses réponses seront publiées sur la page web susmentionnée le 11 juin 2021 au plus tard, dans toutes les langues. Lorsque les réponses seront mises en ligne, les Membres en seront informés.

20. Les échanges écrits entre les Membres et le Secrétariat se substitueront aux débats oraux qui auraient dû avoir lieu lors des séances de la Conférence correspondant aux points traités. La Conférence examinera ensuite, lors de ses séances en ligne, le projet de conclusion afférent à chaque point traité selon la procédure de correspondance écrite.

21. Les décisions et conclusions relatives aux points examinés selon la procédure de correspondance écrite ont le même statut que celles qui se rapportent aux autres points de l'ordre du jour. Tous les points de l'ordre du jour sont donc traités sur un pied d'égalité, indépendamment de la procédure appliquée. Les commentaires écrits soumis par les Membres au sujet des points examinés par correspondance écrite figureront également dans les comptes rendus *in extenso* de la session de la Conférence.

22. Les points suivants de l'ordre du jour provisoire de la quarante-deuxième session de la Conférence seront examinés au moyen de la procédure de correspondance écrite:

- a. Point 11.1.1: Éradication de la peste des petits ruminants (PPR) d'ici à 2030 (projet de résolution)
- b. Point 11.1.2: Proposition de création d'un sous-comité de l'élevage
- c. Point 11.1.3: Proposition relative à la proclamation d'une année internationale des parcours et des éleveurs pastoraux (projet de résolution)
- d. Point 11.1.4: Proposition relative à la proclamation d'une journée internationale de la santé des végétaux (projet de résolution)
- e. Point 11.1.5: Proposition relative à la proclamation d'une année internationale du palmier dattier (projet de résolution)
- f. Point 13: Rapport intérimaire sur l'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
- g. Point 14: Programme alimentaire mondial ONU/FAO
- h. Point 15: Thème biennal 2022-2023
- i. Point 16: Rapport sur l'exécution du Programme 2018-2019
- j. Point 17: Rapport d'évaluation du Programme 2021

Autres questions

23. Une application mobile sera disponible pour la quarante-deuxième session de la Conférence; tout changement concernant le programme selon lequel doit se dérouler l'examen des différents points sera communiqué par ce moyen.

24. Toutes les autres méthodes de travail de la Conférence s'appliqueront lors de la quarante-deuxième session, conformément à l'usage.

Dispositions exceptionnelles relatives au vote pour la quarante-deuxième session de la Conférence

Informations générales

1. À sa cent soixante-sixième session, le Conseil a examiné et analysé les options proposées concernant l'application de procédures exceptionnelles pour les élections au scrutin secret à la quarante-deuxième session de la Conférence (CL 166/13, annexe B; CL 166/13 Information Note 1; CL 166/13 Information Note 2).
2. La quarante-deuxième session de la Conférence de la FAO prendra un certain nombre de décisions conformément aux processus décisionnels formels établis dans les Textes fondamentaux. La plupart de ces décisions sont censées être prises par consensus, mais les Textes fondamentaux disposent que l'on recoure à un vote formel pour un certain nombre d'entre elles.
3. L'article XII, paragraphe 6, du Règlement général de l'Organisation prévoit trois types de vote: à main levée, par appel nominal ou au scrutin secret¹⁷. Les procédures et pratiques normales de vote au scrutin secret prévues dans cet article supposent que tous les délégués qui votent soient présents physiquement dans les locaux de la FAO. Il s'ensuit que les élections au scrutin secret ne peuvent avoir lieu en mode virtuel que dans des conditions qui dérogent dans une certaine mesure au processus habituel. Le comptage et l'enregistrement des votes par appel nominal, en revanche, peuvent toujours se dérouler de façon virtuelle en restant aussi proches que possible de la procédure normale.

Consentement général

4. Le paragraphe 17 de l'article XII dispose la chose suivante: «Au cas où, sur une question autre qu'une élection, une décision doit être prise pour laquelle une majorité des deux tiers n'est pas requise aux termes de l'Acte constitutif ou du présent règlement, le président peut proposer à la Conférence ou au Conseil **de statuer par consentement général, sans recourir à un vote formel**» (mise en gras ajoutée). Une grande partie des travaux de la Conférence pourraient donc être déterminés par «consentement général».

Vote par appel nominal

5. L'article XII, paragraphe 7, alinéa a), prévoit qu'«un vote par appel nominal a lieu, soit sur requête d'un délégué ou d'un représentant, **soit si une majorité des deux tiers est requise en vertu de l'Acte constitutif ou du présent Règlement**» (mise en gras ajoutée). Dans ce type de cas, le nombre total de suffrages exprimés – affirmatifs et négatifs – doit être supérieur à la moitié des États Membres de l'Organisation (article XII, paragraphe 3, alinéa b)).
6. Le vote par appel nominal sera appliqué dans le cadre des ouvertures de crédits budgétaires 2022-2023 à la quarante-deuxième session de la Conférence (article XVIII, paragraphe 5, de l'Acte constitutif, article XX).

¹⁷ Article XII, paragraphe 6, et article XII, paragraphe 7, alinéa a): «un vote par appel nominal a lieu, soit sur requête d'un délégué ou d'un représentant, soit si une majorité des deux tiers est requise en vertu de l'Acte constitutif ou du présent Règlement. Le vote par appel nominal se fait en appelant, dans l'ordre alphabétique anglais, les noms de tous les États Membres ayant le droit de prendre part au vote. Le président tire au sort le nom du premier votant. Le délégué ou le représentant de chaque État Membre répond «oui», «non» ou «abstention». À l'issue de chaque vote par appel nominal, il est procédé à un nouvel appel de tout État Membre dont le délégué ou le représentant n'a pas répondu. Le vote de chaque État Membre prenant part à un vote par appel nominal est consigné au procès-verbal de la séance.»

7. Dans le cas d'un vote conduit à l'aide d'un système électronique, le vote par appel nominal est remplacé par un vote nominal¹⁸ et le vote de chaque Membre est repris dans le rapport.

Déroulement d'un vote par appel nominal sur la plateforme Zoom

8. Un vote par appel nominal pourrait avoir lieu sur la plateforme Zoom de la manière prescrite par l'article XII, paragraphe 7, alinéa a) du Règlement général. Chaque Membre serait appelé, dans l'ordre alphabétique, à voter en indiquant «oui», «non» ou «abstention» s'agissant du vote en question. Le nom du premier État Membre qui serait appelé serait tiré au sort par le Président. À l'issue de chaque vote par appel nominal, il est procédé à un nouvel appel de tout État Membre dont le délégué ou le représentant n'a pas répondu.

9. Dans le contexte particulier d'un vote par appel nominal sur la plateforme Zoom, chaque État Membre serait invité à désigner le délégué qui votera en son nom. Ce délégué lèverait la main dans Zoom. Tous les autres délégués de l'État Membre s'abstiendraient de lever la main.

10. Conformément à l'usage, tout membre d'une délégation qui se présente pour voter au nom de la délégation sera considéré comme dûment autorisé à le faire.

11. La personne qui vote doit indiquer clairement le nom de sa délégation et faire une pause pour vérifier qu'elle peut être vue et entendue.

12. Si des problèmes techniques empêchent la personne qui vote d'être clairement vue et entendue, le nom de la délégation sera appelé une deuxième fois. Si aucune réponse n'est donnée, c'est l'État Membre suivant qui est appelé à voter.

13. À l'issue de chaque vote par appel nominal, il est procédé à un nouvel appel de tout État Membre dont le délégué ou le représentant n'a pas répondu.

14. Une délégation qui a eu des problèmes de connectivité lors du premier appel souhaitera peut-être désigner un autre membre de la délégation pour voter au deuxième appel afin d'éviter que ce problème ne se reproduise. Ce membre de la délégation devrait donc lui aussi lever la main.

15. Si la personne qui a la main levée ne peut pas être vue ni entendue au deuxième appel, la délégation aura la possibilité de désigner un autre membre de la délégation pour lever la main dans le système et prendre la parole pour voter. Une délégation aurait donc, au total, trois possibilités de voter: une possibilité pendant le premier appel et deux possibilités pendant le deuxième appel.

16. Les délégations qui, pour une quelconque raison, ne votent pas au premier ou au deuxième tour seront considérées comme absentes.

17. Nul ne peut interrompre un scrutin ouvert, sauf pour présenter une motion d'ordre relative au déroulement effectif du vote (article XII, paragraphe 14). Les Membres sont priés de ne pas utiliser la fonction «converser» (Chat) à d'autres fins pendant le vote par appel nominal, sauf pour présenter une motion d'ordre ou signaler un problème de connectivité.

Scrutin secret

18. On prévoit de procéder à un vote au scrutin secret lors de la quarante-deuxième session de la Conférence pour les points suivants:

- *Nomination du Président indépendant du Conseil* – un nouveau Président indépendant du Conseil sera élu conformément à l'article V, paragraphe 2, de l'Acte constitutif, pour un mandat de deux ans allant de la fin de la quarante-deuxième session à la fin de la quarante-troisième session de la Conférence. Si aucun des candidats n'obtient la majorité requise, c'est-à-dire plus de la moitié des suffrages exprimés, au premier tour de scrutin, le candidat ayant totalisé le plus petit nombre de voix sera éliminé et un nouveau

¹⁸ Article XII, paragraphe 8. Le vote par appel nominal s'entend ici au sens d'un vote nominal par voie électronique: les Membres votent simultanément au moyen d'un système électronique pendant une période définie et leur suffrage est enregistré à leur nom.

tour de scrutin sera organisé entre les candidats restants.

- *Élections de nouveaux membres du Conseil* – conformément à l'article V, paragraphe 1, de l'Acte constitutif, la Conférence élira 16 nouveaux membres du Conseil pour la période allant de juillet 2021 à juin 2023, et 17 pour la période allant de juillet 2022 à juin 2024. Si le nombre de candidats n'excède pas le nombre de sièges à pourvoir, les élections pourront se dérouler «par accord mutuel ou par la Conférence qui décide de la méthode à adopter», le consentement général manifeste, par exemple (article XXII, paragraphe 10, alinéa g)).
- *Élection du Président et des Vice-Présidents de la Conférence, et des membres de la Commission de vérification des pouvoirs et du Bureau* – conformément à l'article VIII, après examen du rapport du Conseil, la Conférence élira le président et les vice-présidents de la Conférence, ainsi que les membres de la Commission de vérification des pouvoirs et du Bureau. Comme le prévoit l'article XII, paragraphe 10, alinéa a), les élections doivent se tenir au scrutin secret, sauf s'il n'y a pas plus de candidats que de sièges à pourvoir, auquel cas le président peut proposer à la Conférence ou au Conseil de procéder aux nominations par consentement général manifeste.
- *Élection d'un membre et d'un membre suppléant en qualité de représentants de la Conférence de la FAO au Comité des pensions du personnel* – dans ce cas également, les mêmes règles s'appliquent étant donné que l'élection devrait se tenir au scrutin secret. Si le nombre de candidats est égal au nombre de postes à pourvoir, la Conférence pourra décider d'élire les représentant par consentement général manifeste¹⁹.
- *Toute demande d'admission à la qualité de Membre ou de membre associé de l'Organisation* – le vote réglant l'admission de tout nouveau Membre ou membre associé doit se tenir au scrutin secret (article XII, paragraphe 10, alinéa a)).

Éléments d'appréciation

Juridique

19. L'organisation de nouvelles modalités de vote se fonde sur un impératif: que ces modalités ne dérogent pas aux Textes fondamentaux de l'Organisation et restent fidèles aux principes essentiels de celle-ci.

20. Dans le cas des décisions prises par «consentement général», l'utilisation de moyens virtuels pourrait suivre de près les procédures habituelles fonctionnant par consensus, comme celles qui ont été appliquées avec succès lors des sessions des comités techniques et des comités du Conseil en 2020 et 2021.

21. Concernant les votes par appel nominal, les Membres pourraient procéder aux appels nominaux via la plateforme Zoom, utilisée pour la session virtuelle.

22. Concernant les scrutins secrets, d'un point de vue juridique, les rôles et fonctions essentiels en rapport avec ce mode de scrutin doivent être maintenus dans toute la mesure du possible, en particulier les rôles et responsabilités des scrutateurs²⁰. Cette considération s'applique également à la possibilité, pour les candidats ou leurs surveillants délégués, d'assister au comptage des votes, et à celle, pour le fonctionnaire électoral et les membres du Secrétariat, d'appuyer le processus. Ces mécanismes permettent de s'assurer à la fois que les Membres restent maîtres du scrutin et que le processus se déroule en toute transparence.

¹⁹ Aux termes de l'article 6, alinéa c), des statuts de la Caisse Commune des pensions du personnel des Nations Unies, le Comité des pensions du personnel de chaque organisation affiliée «se compose de membres et de membres suppléants choisis par l'organe qui, dans l'organisation considérée, correspond à l'Assemblée générale, par le plus haut fonctionnaire de l'organisation et par les participants fonctionnaires de l'organisation [...]».

²⁰ Article XII, paragraphe 10, alinéa c), du Règlement général de l'Organisation.

23. L'autre impératif à respecter est la possibilité de vérifier le résultat de l'élection en cas de contestation, comme le prévoit l'article XII, au paragraphe 15, alinéa d). Dans ce cas, le Directeur général doit pouvoir accéder aux enregistrements des scrutins à des fins d'enquête, et ce jusqu'à trois mois après l'élection (article XII, paragraphe 10, alinéa i)).

Aspects pratiques

24. Les solutions retenues pour la conduite de la session de la Conférence doivent être possibles en pratique et ne doivent pas créer un risque excessif pour l'intégrité du processus de vote.

25. En outre, la possibilité de procéder à plusieurs tours de scrutin doit être prise en compte, car elle pourrait s'avérer nécessaire lors de l'élection du Président indépendant du Conseil si aucun candidat n'obtient la majorité requise au premier tour. Les différents tours de scrutin nécessaires se dérouleraient pendant la quarante-deuxième session de la Conférence.

Consensus

26. Les procédures réglant le déroulement de la Conférence, et en particulier les élections et scrutins secrets, sont des sujets délicats par nature, d'où l'importance de parvenir au consensus sur toute dérogation aux processus établis.

Principes

27. Les dispositions spéciales, y compris en matière de vote, doivent être conformes aux principes fondamentaux de secret, de transparence et d'accès. Concernant le vote, les principes énoncés ci-après sont essentiels.

Transparence

28. La transparence est une condition *sine qua non* dans le choix d'une solution de vote. Il faut en outre que les résultats soient vérifiables, car les Membres doivent conserver la possibilité de contester le résultat d'une élection.

Accès

29. Tous les États Membres jouissent de droits égaux aux termes de l'Acte constitutif de la FAO, et le droit de vote, tel que le prévoit l'article III, paragraphe 4, de cet acte, est l'une des manifestations les plus importantes de cette égalité. Il est donc impératif que les solutions de vote retenues permettent aux Membres de participer pleinement à la prise de décisions. Cela signifie que tous les Membres devront comprendre les mécanismes qui leur permettront d'exprimer leur vote.

Secret

30. Le paragraphe 10, alinéa e), de l'article XII dispose que la procédure de vote doit être «surveillée de manière à assurer le secret absolu du vote». Il faut donc que le secret du scrutin soit garanti dans toute solution de vote ajustée.

Solutions possibles pour un scrutin secret

Première solution: participer en personne au scrutin secret

31. L'option consistant à voter en présentiel implique que les délégués votants soient obligés de pénétrer physiquement dans les locaux du Siège de la FAO pour exprimer leur suffrage en personne, étant entendu que les règles de distanciation physique et autres mesures en vigueur en raison de la pandémie de covid-19 sont dûment appliquées. Cette procédure est quasiment équivalente aux procédures et pratiques relatives au scrutin secret appliquées par l'Organisation, telles qu'elles sont énoncées dans les Textes fondamentaux, en particulier à l'article XII du Règlement général de la FAO.

32. Le principal problème dans ce cas consiste à déterminer comment les Membres qui ne disposent pas d'une représentation permanente à Rome peuvent voter. Toutes les élections pourraient avoir lieu au Siège de la FAO à Rome et les Membres qui ne disposent pas de représentation dans cette ville pourraient exercer leur droit d'inclure, dans leur délégation à la Conférence, des personnes

qui peuvent être présentes à Rome pendant la session de la Conférence. Conformément aux règles régissant la composition des délégations, les Membres sont autorisés à inclure la personne de leur choix dans leur délégation à la Conférence, y compris des ressortissants d'autres pays²¹. Il convient néanmoins de noter qu'aucun délégué ne peut se voir conférer des pouvoirs par plusieurs États Membres. De la sorte, tous les Membres pourraient être représentés pendant la procédure de vote s'ils parviennent à désigner des personnes aptes à les représenter physiquement, à Rome, aux fins d'un vote.

33. À défaut, les Membres qui ne sont pas représentés à Rome pourraient choisir d'exprimer leur suffrage depuis le bureau de liaison de la FAO à New York, où se trouve un très grand nombre de représentants des Membres.

34. La FAO organisera des votes à scrutin secret en présentiel, en invitant les délégués dans les locaux du Siège afin qu'ils expriment leur suffrage en déposant un bulletin dans une urne. Les Membres qui n'ont pas de délégués à Rome pourraient désigner un délégué qui voterait en leur nom à New York.

35. Compte tenu des mesures de lutte contre la covid-19, les délégués votants seraient divisés en groupes de 10, par ordre alphabétique, pour pénétrer dans les locaux de la FAO et se rendre jusqu'au bureau de vote selon des créneaux horaires prédéfinis de 10 minutes. Les délégués votants feraient la queue pour entrer dans le bureau de vote, situé dans l'Atrium du Siège de la FAO, en veillant à respecter en permanence les règles de distanciation physique. Une procédure identique serait appliquée à New York, où le nombre de délégués par groupe dépendrait du nombre total de délégués qui voteraient dans cette ville.

36. Un bulletin de vote serait remis au délégué votant; ce dernier le remplirait et le déposerait dans l'urne.

37. La remise des bulletins de vote, le dépôt des bulletins et le décompte des voix seraient effectués conformément aux procédures et pratiques établies. Les fonctions et les rôles fondamentaux liés au vote par scrutin secret continueraient d'être appliqués normalement, en particulier s'agissant des rôles et responsabilités des scrutateurs. Deux scrutateurs nommés par le Président parmi les délégués superviseraient l'élection, remettraient les bulletins de vote et enregistreraient le dépôt des bulletins de vote dans l'urne.

38. À l'issue du scrutin, les scrutateurs des bureaux de vote de Rome et de New York ouvriraient l'urne, compteraient les voix, établiraient le résultat et le certifieraient. Le dépouillement se déroulerait en présence des surveillants délégués, conformément à la procédure standard. Les scrutateurs de New York établiront leur résultat partiel et le communiqueront par liaison vidéo aux scrutateurs de Rome. Les scrutateurs de Rome compteront l'ensemble des voix accordées à chaque candidat et le nombre total d'abstentions et de bulletins nuls. Les scrutateurs de Rome établiraient le résultat selon la majorité requise de la totalité des suffrages exprimés, c'est-à-dire le nombre total de bulletins auquel auront été soustraits les abstentions et les bulletins nuls.

39. Après avoir exprimé leur suffrage, les délégués votants quitteraient les locaux du Siège de la FAO ou le bureau de liaison de l'Organisation à New York, selon le cas.

40. Si nécessaire, un tour supplémentaire sera organisé immédiatement après la fin du premier tour et le décompte des voix. Les délégués votants recevront une notification personnelle, soit par l'application mobile de la Conférence soit d'une autre manière, ainsi que par l'intermédiaire d'un message les invitant à se rendre dans les locaux du Siège de la FAO. Ils pénétreront dans ces derniers par groupes de 10, les mêmes qu'auparavant, pour se rendre au bureau de vote et exprimer leur suffrage une deuxième fois.

41. Des contacts fréquents ont été établis avec les Membres depuis que le Conseil a déclaré que le Secrétariat devrait s'assurer de la viabilité des trois procédures de vote proposées pour examen par la Conférence. Dans une lettre circulaire adressée à tous les Membres le 5 mai 2021, ceux-ci ont été

²¹ Le paragraphe 1 de l'article III stipule ce qui suit: «Aux fins du présent règlement, le terme "délégation" s'entend de toutes les personnes nommées par un État Membre ou par un membre associé pour assister à une session de la Conférence, à savoir le délégué et ses suppléants, ses adjoints et ses conseillers.»

invités à indiquer leurs préférences quant au lieu de vote en présentiel; une lettre du Directeur général a également été envoyée aux Membres qui n'ont pas de représentant à Rome. Outre leurs préférences concernant le lieu d'un scrutin en présentiel, les Membres ont également été priés d'indiquer s'ils souhaiteraient plutôt, dans l'éventualité où une solution hybride serait appliquée, exprimer leur vote en présentiel ou utiliser le système électronique.

42. Le Secrétariat a mis des supports de formation et des documents préparatoires à la disposition des Membres pour qu'ils soient en mesure de prendre une décision éclairée au sujet des solutions proposées et d'exercer effectivement leur droit de vote, quelle que soit l'option sélectionnée par la Conférence. Ont été diffusés des documents écrits, des notes d'information et des supports audiovisuels sur tous les aspects du vote, y compris le cadre juridique, ainsi que des vidéos d'apprentissage et des instructions par étapes sur le vote au scrutin secret en personne au Siège et à New York. Tous les Membres ont également reçu une note d'information détaillée, disponible dans toutes les langues officielles de l'Organisation, et ont été invités à assister à une réunion d'information en ligne.

43. La composition des délégations et la communication des pouvoirs revêtiront la plus haute importance à cette session de la Conférence. Étant donné qu'il y aura d'autres sites de vote, il est essentiel que les Membres mentionnent tous les délégués, en particulier ceux qui auront été désignés pour voter depuis New York, dans les pouvoirs qu'ils présenteront à la Conférence. La procédure normale de communication des pouvoirs, selon laquelle les Membres peuvent présenter leur pouvoirs par voie électronique, sera appliquée. La Commission de vérification des pouvoirs examinera tous les pouvoirs communiqués conformément aux règles applicables et à ses pratiques habituelles. Les pouvoirs devraient, dans toute la mesure possible, être communiqués au Directeur général 15 jours au moins avant la date fixée pour l'ouverture de chaque session de la Conférence²².

Deuxième solution: voter en ligne à l'aide d'un logiciel externe

44. Cette autre solution consiste à organiser le scrutin secret à l'aide d'un système automatisé de vote en ligne. La mise en œuvre et l'utilisation d'un tel système présenteraient des avantages importants dans un contexte virtuel et compte tenu des restrictions de déplacement causées par la pandémie de covid-19. Les Membres pourraient voter à bulletin secret via le portail de vote en ligne durant la session virtuelle de la Conférence. Le système pourrait être utilisé pour tous les scrutins requis durant la Conférence, y compris un vote nominal (par appel nominal) concernant les ouvertures de crédits budgétaires.

45. Le Secrétariat a recensé tous les aspects fondamentaux qui doivent être pris en compte dans le système de vote en ligne, afin de reproduire, autant que possible, la procédure qui serait suivie si le vote se tenait en présentiel et afin de garantir le secret du scrutin.

46. Le système de vote en ligne serait semblable à la procédure de vote en présentiel et apporterait des garanties supplémentaires quant à l'accès au scrutin des Membres qui ne seraient pas présents physiquement à Rome.

47. Tous les Membres auraient accès à la plateforme de vote en ligne, quel que soit le lieu où ils se trouvent, et le secret, la confidentialité, l'intégrité et l'efficacité du processus de vote seraient garantis. Par ailleurs, le système de vote en ligne a été configuré de façon à laisser une marge suffisante pour gérer les risques éventuels; pour chaque Membre, un accès sans restriction serait accordé à un délégué ainsi qu'à un suppléant qui pourrait intervenir en cas de problème technique ou autre. Il sera également possible d'accéder au système deux jours avant les votes, qui sont provisoirement programmés le jeudi 17 juin 2021. Cette période sera mise à profit pour régler les éventuels problèmes d'accès ou de connectivité qui pourraient survenir, si nécessaire avec l'aide du fournisseur du système de vote en ligne, Minsait, pour assurer une assistance directe dans le cadre des préparatifs et des votes.

48. Dans le cas d'un vote en ligne, le délégué votant et son suppléant doivent également figurer dans les pouvoirs des délégations des Membres. Il est essentiel que les Membres indiquent tous les délégués dans les pouvoirs qu'ils présenteront à la Conférence. La procédure normale de

²² Article III, paragraphe 2 du Règlement général de l'Organisation.

communication des pouvoirs, selon laquelle les Membres peuvent présenter leurs pouvoirs par voie électronique, sera appliquée.

49. Lors d'une élection, le système de vote en ligne permet aux délégués de voter au nom d'un État Membre pour une seule personne, dans le cas de l'élection du président indépendant du Conseil, et pour plusieurs personnes, dans le cas de l'élection des membres du Conseil. Quand cela est nécessaire, le système permet de réaliser d'autres scrutins jusqu'à ce qu'un candidat reçoive la majorité requise et permet également d'éliminer du scrutin le candidat ayant reçu le moins de votes.

50. Il est facile d'accéder au système, quel que soit le lieu, via internet. Celui-ci serait conçu pour satisfaire aux conditions spécifiques d'un scrutin secret, telles qu'indiquées dans les Textes fondamentaux de la FAO, et l'interface sera disponible dans toutes les langues officielles de l'Organisation.

51. Le système garantit le secret du vote, car le suffrage exprimé ne pourra pas être associé au votant. En outre, il peut garantir que le vote s'est bien déroulé, ce qui élimine la possibilité qu'un bulletin soit considéré comme nul. Il permet en outre aux utilisateurs de vérifier que leur vote a été enregistré et comptabilisé correctement.

52. Comme pour un vote en présentiel, des scrutateurs seront présents et rempliront leur fonction. Les scrutateurs auront un accès complet à la plateforme de vote, mais ne disposeront pas de droit de vote. Ils pourront suivre le vote des délégués en temps réel.

53. Comme lors d'un vote en présentiel, où ils s'assurent que les délégués sont présents dans l'isoloir pour voter, les scrutateurs s'assurent que le délégué est bien présent dans l'environnement en ligne. Une fois le vote en ligne activé, les scrutateurs pourraient savoir où en sont les délégués afin de confirmer s'ils ont voté ou non. Comme ils le font dans le cadre d'un bureau de vote physique lorsqu'ils enregistrent les délégués qui ont placé leur vote dans l'urne, les scrutateurs pourront constater qu'un délégué a voté, mais ils ne pourront pas savoir pour quel candidat.

54. Conformément à ce qui est indiqué dans le Règlement général de l'Organisation (article XII, paragraphe 15), les données relatives au scrutin seront conservées et mises à disposition en vue d'une vérification à l'issue du vote.

55. Le système de vote en ligne offre aux Membres un moyen efficace de voter et permettra au vote d'avoir lieu conformément au calendrier provisoire.

56. Une attention particulière a été portée aux mesures nécessaires pour réduire les risques de cyberattaques. Celles-ci consistent notamment à organiser le vote sur une courte période de temps et à prévoir éventuellement une fermeture automatique de la session de l'utilisateur après chaque tour de scrutin et une nouvelle demande d'identification avant que le tour de scrutin suivant ne commence.

Fournisseur

57. À l'issue d'une procédure d'achat négociée, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a sélectionné la société Minsait comme fournisseur d'une solution de vote en ligne à l'occasion de son dernier Conseil des gouverneurs. Minsait, entreprise espagnole, est une filiale de Indra Holding Tecnologías de la Información. Il s'agit d'un des meilleurs groupes de consulting et de technologie au monde, riche d'une expérience de 42 ans dans la mise au point de solutions électorales au niveau international. Depuis 2014, Minsait est un fournisseur certifié du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), auquel il propose des solutions électorales. Son système prévoit aussi bien le vote sur place que le vote en distanciel, et la validation est effectuée par un tiers, Verizon. Minsait utilise des serveurs cloud gérés par Amazon cloud, dont les serveurs sont basés en Europe.

58. Le Secrétariat est en contact avec Minsait depuis février 2021 afin de se faire la meilleure idée possible sur le système qu'elle propose. Des membres du Secrétariat ont pris part à des essais grandeur nature afin d'évaluer le fonctionnement du système de vote et ont conclu que celui-ci était capable de reproduire une procédure de vote au scrutin secret telle que le prévoient les Textes fondamentaux de l'Organisation.

59. Conformément aux orientations données par le Conseil à sa cent soixante-sixième session, le contrat avec Minsait a été établi le 4 mai 2021. Le Secrétariat est convaincu que le service proposé par Minsait est pleinement conforme aux besoins spécifiques à un vote en ligne réussi.

60. Les obligations contractuelles conclues avec le fournisseur pour l'utilisation du système représentent un montant de 31 704 EUR, lequel inclut les adaptations et les essais. Une assistance directe du personnel du fournisseur pendant la Conférence serait également incluse.

61. Une fois le contrat signé, Minsait, le Secrétariat et les Membres ont entamé une phase de collaboration qui sera ponctuée par des consultations, des réunions d'information et des séances de formation régulières qui se poursuivra jusqu'à la tenue de la quarante-deuxième séance de la Conférence.

62. Les essais du système avec les Membres ont été amorcés le 6 mai 2021 et, depuis lors, des séances ont été organisées régulièrement de sorte à permettre aux Membres d'accéder à une plateforme de vote en ligne dupliquée sur laquelle des simulations sont menées pour divers scénarios électoraux, y compris les votes par appel nominal. Cette phase d'initiation a permis aux Membres de se familiariser avec l'environnement de vote en ligne et d'en savoir plus sur la conception d'un système de vote en ligne sur mesures pour la Conférence.

63. Une fois le système adapté aux besoins de la FAO, des séances de formation ciblées, dans le cadre desquelles les Membres ont reçu des instructions précises concernant la procédure et toutes les opérations qu'ils devraient effectuer le jour des votes programmés, ont été organisées. Les Membres ont reçu des notes d'information détaillées, des documents d'initiation à plusieurs étapes et une vidéo d'apprentissage sur la procédure de vote en ligne. Au total, 10 réunions d'information régionales alignées sur des fuseaux horaires spécifiques et destinées à toutes les régions des Membres de la FAO ont été organisées entre le 27 mai 2021 et le 11 juin 2021 pour expliquer le fonctionnement du système de vote en ligne aux représentants des Membres à Rome et dans les autres capitales. Une dernière réunion d'information sera consacrée au système le 11 juin 2021, et tous les Membres seront invités à y participer.

64. Le système de vote en ligne est tout à fait adapté à l'environnement de la FAO et à ses procédures de vote, et sera accessible dans toutes les langues de l'Organisation. Sa configuration finale se fait en quatre étapes: 1) réception des identifiants; 2) accès à une salle d'attente pour des essais; 3) accès à la salle de scrutin; 4) vote. Plusieurs fonctionnalités ont été spécialement conçues pour qu'il y ait suffisamment de marge pour gérer et régler d'éventuels problèmes d'accès ou de connectivité.

65. Les scrutateurs et les surveillants délégués qui seront nommés par la présidence recevront une formation spéciale et joueront un rôle important dans la surveillance du processus électoral.

Mesures préventives

66. Le risque moyen, lié à la possibilité que les votes soient modifiés sur des ordinateurs compromis, est inhérent à tous les systèmes en ligne. Aucun système ne permet à un prestataire de services de contrôler les ordinateurs utilisés pour soumettre des votes. Étant donné que la meilleure façon de réduire ce risque se trouve du côté de l'utilisateur, le Secrétariat priera instamment tous les votants d'appliquer les mesures d'atténuation suivantes:

- a) veiller à ce que les ordinateurs utilisés pour voter soient équipés d'un logiciel entièrement mis à jour et d'un logiciel antivirus en cours de validité;
- b) veiller à ce que les navigateurs internet utilisés pour accéder au système et voter soient à jour avec la dernière version.

67. La liste des navigateurs recommandés et leurs versions ont été diffusées aux Membres pendant la période d'essai.

68. Le Secrétariat a publié des directives sur la procédure de vote et des instructions détaillées sur la manière d'accéder au système et de l'utiliser. Les Membres ont été invités à donner le nom du délégué chargé de voter pour leur compte.

Troisième solution: un système hybride alliant le vote en présentiel et le vote en ligne

69. Le Secrétariat pourrait également mettre en œuvre l'option consistant à combiner le vote en présentiel et le vote en ligne. Un vote hybride au scrutin secret combinerait un vote en présentiel au Siège de la FAO d'une part et un vote en ligne d'autre part.

70. Les délégations qui participent à la Conférence auraient la possibilité de choisir leur méthode de vote, par exemple en fonction de leur capacité à voter en présentiel à Rome, de leur présence à Rome ou de leur capacité à se rendre à Rome, de leur capacité à désigner des membres de la délégation à Rome qui seraient chargés de voter en présentiel, ou d'autres facteurs jugés pertinents par les Membres.

71. Un vote en présentiel au Siège de la FAO aurait lieu comme décrit dans la présente *annexe*, tandis que le vote en ligne se ferait au moyen du système de vote en ligne indiqué ci-dessus.

72. Dans le cadre d'un vote hybride, les Membres seraient tenus de communiquer l'option de vote qu'ils préconisent dans un délai de dix jours avant l'ouverture de la Conférence. Ce délai est nécessaire pour mettre en place le système de vote en ligne et préparer les modalités de vote en présentiel. Il permettrait également au Secrétariat d'organiser des séances d'information et des séries d'essais à l'intention de l'ensemble des Membres, et de cibler spécifiquement les délégués des Membres qui ont choisi de voter au moyen de la plateforme en ligne. Les séances d'information sur le système de vote en ligne seront un élément important de la préparation du scrutin secret, car il s'agit d'une nouvelle modalité de vote.

73. Cette option permettrait aux Membres qui ne peuvent pas être présents en personne à Rome pour voter, de le faire depuis le lieu de leur choix.

Déroulement d'un vote hybride

74. L'isoloir en ligne serait ouvert pour que les Membres puissent voter en ligne une fois que tous les votes en présentiel auraient été exprimés. Les scrutateurs annonceront que l'isoloir en ligne sera ouvert pendant 15 minutes. Ce délai accordé pour le vote en ligne sera communiqué aux délégués votants. Une fois qu'il sera écoulé, le vote en ligne sera fermé.

75. Les terminaux informatiques destinés à être utilisés lors de la procédure de vote en ligne au Siège de la FAO seraient placés dans la même salle – la Salle de l'Iraq – que celle où seraient comptabilisés les votes du scrutin en présentiel. Cela permet aux scrutateurs de superviser et de surveiller les deux procédures et d'établir le résultat du vote en présentiel et en ligne. Les scrutateurs désignés par les candidats pourraient être présents dans la même salle où tous les votes, en présentiel et en ligne, sont dépouillés. Dans ce scénario, les scrutateurs et surveillants assumeraient les mêmes rôles et responsabilités que dans les pratiques de vote normales.

76. Le vote en ligne prendrait fin à l'expiration du dernier délai accordé pour le vote en ligne. Les scrutateurs ouvriraient le vote en ligne dès la fin de la procédure de vote en présentiel, mais avant le comptage des bulletins. Une fois le vote en ligne terminé, les scrutateurs établiraient d'abord le résultat du système de vote en ligne avant de compter les bulletins papier. Ensuite, les deux résultats seraient regroupés et un résultat serait établi sur la base des voix émises suivant les deux procédures, selon la majorité requise des suffrages exprimés (le total des voix moins les abstentions et les bulletins nuls).

77. La feuille de résultats du scrutin ne refléterait que le résultat consolidé, que les scrutateurs certifieraient. Le responsable du vote communiquerait, selon la pratique habituelle, le résultat consolidé à la présidence qui le transmettrait immédiatement à la Conférence.

78. Un second tour de scrutin, si nécessaire, se déroulerait en présentiel comme décrit ci-dessus. Un autre scrutin en ligne serait mis en place. Tous les délégués votants seraient informés de l'heure du second tour de scrutin par un message et une notification sur l'application de la Conférence.

Note relative à la prise de décisions concernant les modalités de travail et les procédures de vote dans un contexte marqué par la pandémie de covid-19

1. La présente note traite des modalités de prise de décisions à la quarante-deuxième session de la Conférence, s'agissant: a) de la tenue à distance de la Conférence; b) des modalités de travail et procédures de vote pour les décisions se rapportant à son ordre du jour.
2. La quarante-deuxième session de la Conférence aura lieu dans un contexte marqué par une pandémie mondiale, ce qui exclut *a priori* la tenue d'une réunion en présentiel, à Rome, en raison des mesures prises par la FAO pour y faire face ou d'autres restrictions, y compris les restrictions visant les déplacements mises en place par le Gouvernement italien ou par un certain nombre d'États Membres. Outre les mesures prises par la FAO et les gouvernements Membres, le risque d'infection demeure tout simplement une réalité. Tous ces facteurs rendent impossible une rencontre en personne à Rome. Le contexte dans lequel se tient la Conférence peut donc être qualifié de cas de force majeure et constitue un état de fait que l'on ne peut modifier et qui empêche le déroulement normal d'une session de la Conférence.
3. Cette situation a des conséquences sur l'application des règles de la FAO, qui ne peut donc pas se faire normalement. En acceptant, par l'intermédiaire du Conseil, que la Conférence se tienne exceptionnellement à distance, compte tenu des répercussions de la pandémie de covid-19, et en participant comme ils l'ont fait aux réunions d'information sur l'organisation d'une Conférence à distance, les Membres ont effectivement déjà reconnu que la session se déroulerait en visioconférence.
4. De ce fait, une voie procédurale pourrait permettre de s'appuyer sur les processus habituels de la Conférence pour définir ses modalités de travail, dans ces circonstances extraordinaires, par l'intermédiaire du Bureau de la Conférence. Un tel processus reposerait sur l'idée que la Conférence elle-même détermine comment elle souhaite fonctionner, étant donné qu'elle doit s'adapter à des circonstances exceptionnelles à mesure que celles-ci se présentent et qu'elle ne peut pas travailler comme elle le fait habituellement.
5. Le Bureau est chargé de traiter diverses questions d'organisation et de procédure relatives à la Conférence, énoncées à l'article X, paragraphe 2, alinéas a à k du Règlement général de l'Organisation, et notamment d'«*assurer l'expédition des affaires de la session*» (alinéa k). Il adresse des recommandations à la Conférence sur les questions relevant de son mandat. La Conférence adopte ensuite les rapports du Bureau; cette décision est une décision normale, prise par consensus, et en l'absence d'un accord à l'issue d'un vote à la majorité simple (article XII, paragraphe 3, alinéa a), c'est-à-dire par vote à main levée, ou par appel nominal si un Membre le demande, ou au scrutin secret si la Conférence en décide ainsi (c'est-à-dire par consensus ou décision prise à la majorité des suffrages exprimés).
6. Un raisonnement similaire pourrait s'appliquer à la modalité de vote; ici aussi, l'état de fait créé par la pandémie nécessite d'avoir recours à d'autres méthodes de vote. Les Textes fondamentaux disposent que l'Organisation comporte une Conférence à laquelle les Membres et les membres associés sont représentés chacun par un délégué (article III, paragraphe 1), et que chaque État Membre ne dispose que d'une voix (article III, paragraphe 4); il convient bien évidemment de proposer une modalité dans laquelle ces prescriptions de base sont respectées.
7. Dans ce contexte, et compte tenu des circonstances extraordinaires et des contraintes sans précédent créées par la pandémie de covid-19, qui ne permettent pas une application normale de l'article XII, la Conseillère juridique de la FAO est d'avis qu'un ensemble de procédures spéciales prévoyant d'autres solutions possibles concernant le vote pourrait s'appliquer, à titre exceptionnel, à la quarante-deuxième session de la Conférence, sans que cela ne constitue un précédent qui aurait une incidence sur ses sessions futures. Elle considère que la Conférence devrait pour cela se prononcer sur la solution concernant les modalités de vote qui permettrait le mieux de satisfaire les principes qui sous-tendent les droits de vote de chaque Membre, tels qu'ils sont définis dans l'Acte constitutif de la

FAO, afin de veiller à ce que les Membres soient effectivement en mesure d'exercer les droits que leur confère ce dernier²³. Ces procédures spéciales devraient être adoptées par consensus, conformément aux procédures de travail normales de la Conférence, c'est-à-dire sur recommandation du Bureau, et en faisant preuve de bonne volonté politique. La Conseillère juridique a rédigé, pour examen, des éléments susceptibles d'être intégrés dans un projet de décision, lesquels sont présentés à l'*annexe E*.

²³ On notera que, dans les mêmes circonstances, l'Assemblée générale des Nations unies n'a pas suspendu l'application de ses règles mais a adopté le 27 mars 2020, par une procédure d'approbation tacite, la décision 74/544 intitulée «Procédure de prise de décision de l'Assemblée générale pendant la pandémie du virus corona 2019 (COVID-19)», qui lui a permis à d'adopter des décisions essentielles par approbation tacite.

Procédures particulières et règles exceptionnelles aux fins de la prise de décisions au moyen de modalités de vote spéciales

Résumé

1. Le Conseil, à sa cent soixante-sixième session, est convenu que la quarante-deuxième session de la Conférence se tiendrait à distance, du 14 au 18 juin 2021, compte tenu des répercussions de la pandémie de covid-19.
2. Le Conseil a également recommandé que la Conférence examine, pour approbation, les modalités spécifiques relatives à des procédures de vote spéciales qui garantiraient le secret absolu du scrutin et le droit souverain de tous les Membres de voter, afin qu'elles soient appliquées, à titre exceptionnel, à sa quarante-deuxième session.
3. La présente *annexe* expose ci-après un projet de résolution présenté pour approbation à la Conférence, à sa quarante-deuxième session, concernant la prise de décisions au cours de cette session organisée à distance.
4. Le projet de résolution traite des trois solutions que le Conseil a recommandé à la Conférence d'examiner pour approbation, à savoir la tenue d'un vote au scrutin secret en personne sur rendez-vous, un système de vote en ligne par l'intermédiaire d'un logiciel externe et un système hybride associant le vote en personne et le vote en ligne grâce à un logiciel externe. Il y est également rappelé que les préparatifs de la quarante-deuxième session de la Conférence consistaient aussi en l'organisation du déroulement d'un vote au scrutin secret conformément aux pratiques établies et à l'article XII du Règlement général de l'Organisation. La Conférence est invitée à approuver une solution qui sera appliquée aux fins du vote à sa quarante-deuxième session; le projet de résolution sera modifié en conséquence.

Recommandation

Le Bureau recommande à la Conférence d'adopter le projet de résolution suivant:

Projet de résolution .../2021

Procédures spéciales pour la quarante-deuxième session de la Conférence

LA CONFÉRENCE:

Affirmant que les procédures de la Conférence sont régies par les dispositions des Textes fondamentaux de la FAO, y compris le Règlement général de l'Organisation (RGO);

Affirmant également que la Conférence, par principe et conformément à l'usage, se réunit en personne, et reconnaissant que l'exception faite à cette règle est motivée uniquement par des circonstances absolument extraordinaires;

Rappelant les circonstances extraordinaires et les contraintes sans précédent créées par la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (covid-19);

Rappelant également que le Conseil, à sa cent soixante-sixième session, est convenu, en vertu du paragraphe 1 de l'article premier du RGO, que la quarante-deuxième session de la Conférence se tiendrait à distance, du 14 au 18 juin 2021, compte tenu des répercussions de la pandémie de covid-19, et a recommandé, entre autres:

- i) que la Conférence approuve, à sa quarante-deuxième session, les procédures spéciales devant être appliquées à titre exceptionnel, compte tenu de la pandémie de covid-19, dans le cadre de la tenue à distance de la Conférence (telles que définies à l'*annexe B* du document portant la cote C 2021/12);
- ii) que la Conférence examine, pour approbation en vue de leur application à sa quarante-deuxième session et à titre exceptionnel, sans créer de précédent et de manière ponctuelle, le vote au scrutin secret en personne sur rendez-vous, le vote en ligne au moyen d'un système de vote électronique ou un système hybride associant le vote en personne et le vote en ligne (tels qu'ils sont exposés à l'*annexe C* du document portant la cote C 2021/12);

Rappelant par ailleurs que le Conseil a également demandé au Secrétariat de poursuivre les préparatifs d'une solution conforme aux Textes fondamentaux, comme indiqué à l'article XII;

LA CONFÉRENCE:

1. **Approuve** les procédures spéciales énoncées dans le présent document et à l'*annexe B* du document portant la cote C 2021/12, à titre exceptionnel et sans créer de précédent qui aurait une incidence sur ses sessions futures, aux fins de la tenue à distance de la quarante-deuxième session de la Conférence;
2. **Confirme** que la prise de décisions au cours de la quarante-deuxième session de la Conférence est régie, dans toute la mesure possible, par les Textes fondamentaux de la FAO, dans les circonstances extraordinaires actuelles;
3. **Rappelant** que chaque État Membre, à la Conférence, est représenté par un délégué et ne dispose que d'une seule voix, conformément aux paragraphes 1 et 4 de l'article III de l'Acte constitutif;
4. **Décide** de procéder à des votes au scrutin secret [en personne et sur rendez-vous au Siège de la FAO et au Bureau de liaison de la FAO à New York] [au moyen d'un système de vote électronique en ligne par l'intermédiaire d'un logiciel externe] [selon une formule associant le vote en personne sur rendez-vous au Siège et un système de vote électronique en ligne par l'intermédiaire d'un logiciel externe];
5. **Décide** que, concernant la procédure de vote au scrutin secret:
 - a. **S'agissant du vote électronique en ligne par l'intermédiaire d'un logiciel externe**
 - i. le délégué et un délégué suppléant, inclus dans les pouvoirs soumis conformément à l'article III, reçoivent le code d'authentification permettant d'accéder à la salle de vote en ligne;
 - ii. les processus visés au paragraphe 10 de l'article XII sont exécutés par voie électronique et les références qui y sont faites aux isoloirs, aux bulletins de vote et aux autres supports documentaires sont considérées comme se rapportant aux procédures de vote et aux données entreposées dans le système de vote électronique en ligne;
 - iii. aux fins de l'alinéa f du paragraphe 10 de l'article XII, les délégués votants reçoivent un message généré par le système électronique en ligne leur demandant de confirmer leur vote avant que celui-ci ne soit émis de manière définitive;
 - iv. à la fin du délai accordé pour le vote, les scrutateurs et le fonctionnaire électoral consignent par écrit le résultat de chaque scrutin tel qu'il a été généré par le système électronique en ligne, suivant la procédure décrite au paragraphe 10 de l'article XII, et consignent le résultat du scrutin afin que celui-ci soit certifié par les scrutateurs.
 - b. **S'agissant du vote en personne avec bulletin papier**
 - i. les procédures visées par les alinéas a, d, e, f et g du paragraphe 10 de l'article XII sont conduites après inscription des votants dans l'un des deux lieux de vote prévus, à savoir le Siège de la FAO et le Bureau de liaison de la FAO à New York;

- ii. en vertu de l'alinéa g du paragraphe 10 de l'article XII, le dépouillement du scrutin à l'extérieur du Siège de la FAO sera contrôlé grâce à la présence de scrutateurs et de surveillants dans les lieux de vote extérieurs ainsi que grâce à une liaison vidéo avec le Siège de la FAO;
- iii. le résultat du scrutin est établi sur la base de l'ensemble des votes déposés dans les deux lieux de vote et consigné par écrit; les scrutateurs du Siège de la FAO sont chargés de compter la totalité des suffrages exprimés et de certifier le résultat.

c. S'agissant de la procédure de vote simultané en personne et en ligne

- i. les dispositions prévues aux paragraphes a et b ci-dessus s'appliquent, étant entendu que le résultat du scrutin est établi sur la base du total des suffrages déposés en personne et par voie électronique en ligne;
- ii. les scrutateurs sont chargés de compter la totalité des suffrages déposés et de certifier le résultat.

Annexe F

Principes directeurs régissant les relations entre la FAO et les organisations internationales non gouvernementales**Article XVII du Règlement général de l'Organisation
Organisations internationales participantes**

1. L'Organisation des Nations Unies et toute institution spécialisée des Nations Unies peuvent déléguer un représentant, accompagné de conseillers et d'adjoints, pour assister aux séances plénières de la Conférence, et aux réunions de toute commission, tout comité d'une commission et de tout comité constitué en application des dispositions de l'article XV du présent règlement. Ces représentants peuvent prendre la parole et participer aux débats, sans droit de vote; ils peuvent également communiquer par écrit et *in extenso* à la Conférence les points de vue des organisations qu'ils représentent.
2. Toute autre organisation intergouvernementale avec laquelle un accord prévoyant sa représentation a été conclu peut déléguer un observateur, accompagné de conseillers et d'adjoints, pour assister aux séances plénières de la Conférence et aux réunions de toute commission, tout comité technique d'une commission et de tout comité technique constitué en application des dispositions de l'article XV du présent règlement. Ces observateurs peuvent prendre la parole sans droit de vote et, à la demande du président, participer aux débats. Ils peuvent également communiquer par écrit et *in extenso* à la Conférence les points de vue des organisations qu'ils représentent.
3. Toute organisation internationale non gouvernementale jouissant du statut consultatif peut déléguer un observateur, accompagné de conseillers et d'adjoints, pour assister aux séances plénières de la Conférence et aux réunions de toute commission, tout comité technique d'une commission et de tout comité technique constitué en application des dispositions de l'article XV du présent règlement. Ces observateurs peuvent, sans droit de vote, prendre la parole devant ces commissions et comités et, à la demande du Président, participer aux débats; ils peuvent, en outre, avec l'autorisation du Bureau, prendre la parole aux séances plénières de la Conférence. Ils peuvent également communiquer par écrit et *in extenso* à la Conférence les points de vue des organisations qu'ils représentent.
4. Le Directeur général dresse, à titre provisoire, la liste des autres organisations internationales qui seront invitées à toute session de la Conférence; il soumet cette liste à l'approbation de la Conférence.

Extrait des Textes fondamentaux de la FAO, volume II, section M**Principes directeurs régissant les relations entre la FAO et les organisations internationales non gouvernementales****Dispositions générales**

5. La FAO entretient des relations avec certaines organisations internationales non gouvernementales, en vue d'obtenir leur avis et de les associer effectivement aux activités de l'Organisation.

Organisations pouvant être admises au statut consultatif

6. Pour être admise au statut consultatif, une organisation internationale non gouvernementale doit:
 - a) avoir une structure et un champ d'activité de caractère international, être suffisamment représentative du domaine où elle exerce son activité et avoir une réputation telle que son opinion, sur les questions de politique, présente un grand intérêt pour les gouvernements et pour la FAO;
 - b) s'occuper de questions qui coïncident, dans une grande mesure, avec le domaine d'activité de la FAO;

- c) avoir des buts et des objectifs conformes aux principes généraux contenus dans l'Acte constitutif de la FAO;
- d) avoir un organe directeur permanent, des représentants dûment habilités et une procédure et un mécanisme lui permettant de communiquer avec ses membres dans les différents pays.

Organisations pouvant être admises au statut consultatif spécial

7. Pour être admise au statut consultatif spécial, une organisation internationale non gouvernementale doit:

- a) avoir une structure et un champ d'activité de caractère international et être représentative du domaine spécialisé où elle exerce son activité;
- b) s'occuper de questions qui coïncident, dans un domaine spécialisé, avec le champ d'activité de la FAO;
- c) avoir des buts et des objectifs conformes aux principes généraux contenus dans l'Acte constitutif de la FAO;
- d) avoir un organe directeur permanent, des représentants dûment habilités et une procédure et un mécanisme lui permettant de communiquer avec ses membres dans les différents pays.

Organisations pouvant être admises au statut de liaison

8. Pour être admise au statut de liaison, une organisation internationale non gouvernementale doit:

- a) avoir une structure et un champ d'activité de caractère international et être suffisamment représentative du domaine où elle exerce son activité;
- b) s'occuper de questions qui coïncident, dans une certaine mesure, avec le domaine d'activité de la FAO et être à même de fournir une assistance pratique dans ce domaine;
- c) avoir des buts et des objectifs conformes aux principes généraux contenus dans l'Acte constitutif de la FAO;
- d) avoir un organe directeur permanent, des représentants dûment habilités et une procédure et un mécanisme lui permettant de communiquer avec ses membres dans les différents pays.